

Madagascar - Une économie résiliente

Agende de Presse océan Indien (APOI) - 13/03/18



La capacité des opérateurs économiques, installés dans la Grande-île, à s'adapter à un environnement des affaires instable, force l'admiration. Non seulement ces entrepreneurs résistent mais, en outre, investissent, innovent et se mettent aux normes. Certes, quelques grandes familles, notamment d'origine indo-pakistanaise, ont décidé au cours de l'année 2017 de prendre quelques distances avec le pays mais, davantage pour des raisons sécuritaires qu'économiques. La micro-économie malgache (un PIB inférieur à celui du désertique Mali ou du minuscule Bénin) qui ne pèse que l'équivalent d'un petit département français a beau être en récession, rien n'y fait : de nombreux chefs d'entreprises continuent d'y croire et même si l'on doit relever le caractère irrationnel de cette démarche fortement teintée d'une grande part d'affectivité.

Comme ce fut le cas ces dix dernières années, avec le numéro hors-série "Spécial Madagascar", le Mémento a donné la parole à de très nombreux interlocuteurs (institutionnels, politiques et publics mais surtout privés) afin de "prendre le pouls" de l'économie malgache. L'objectif étant de révéler une photo, la plus fidèle possible, du monde des affaires : ses difficultés et travers mais aussi ses enjeux et opportunités. Car les opportunités offertes par Madagascar existent. Il faut, néanmoins, le "cœur bien accroché" afin de pouvoir les saisir mais les réussites sont régulièrement au rendez-vous (les échecs aussi comme partout) et vous le lirez à travers nos colonnes.

La plus grande des richesses est négligée

Les hommes, au sens générique du terme, qui représentent la plus grande des richesses qu'un pays puisse détenir, sont largement abandonnés. Depuis 2005, le taux de scolarisation n'a cessé de se dégrader. En absence de statistiques fiables (et cette déficience de chiffres est valable, malheureusement, dans tous les domaines sociaux et économiques), on doit estimer que plus du tiers des enfants ne suivent aucun cursus scolaire. Et les estimations sont trompeuses car la plupart de ceux comptabilisés comme "scolarisés" le sont au sein d'établissements dépourvus de tout équipement pédagogique voire animés par des instituteurs... illettrés ! Plus de la moitié des adolescents sont ainsi inaptes à tous les emplois nécessitant, a minima, de comprendre un texte ou d'élaborer une simple règle de trois. L'avenir du pays (pour les deux ou trois générations à venir) est largement compromis par cette triste réalité. Ce n'est pas la bombe démographique (3% de croissance démographique nette) qui va améliorer le tableau. Il est ainsi incohérent de penser pouvoir transformer les paysans en véritable agriculteurs, c'est-à-dire en opérateurs dignes de ce nom capables de maîtriser les techniques agricoles les plus élémentaires. Au déficit de formation doit s'additionner le déficit d'éducation. Il est difficile, par exemple, d'inculquer des règles élémentaires d'hygiène tel le simple lavage des mains. Des traces d'urine se retrouvent ainsi dans le lait qui, faute de rigueur et de compréhension des enjeux de la pasteurisation, n'a pu en outre, être stérilisé dans les temps... On ne l'écrira jamais assez fréquemment : pour redresser l'économie malgache, il est urgent de construire, dès aujourd'hui, les centaines d'établissements scolaires (375.000 jeunes à scolariser de plus chaque année) dont le pays a un urgent besoin et d'investir en masse dans la formation des enseignants. Ce challenge est-il encore possible à relever ? Certains le croient. Souvent les mêmes qui privilégient les investissements dans la rénovation de quelques routes ou aéroports mais s'interdisent de construire des écoles primaires, des lycées ou des universités... Il faut que les investisseurs potentiels intègrent cette donnée : ils éprouveront mille difficultés à trouver de la main d'œuvre qualifiée. Ils devront investir dans la formation au risque, très répandu, de voir leur personnel une fois formé, partir à la concurrence. Les cerveaux laissés en jachère ne sont pas perdus pour tout le monde et les plus vulnérables sont honteusement exploités : des centaines de milliers d'enfants sont "employés" dont 86.000 dans le secteur minier selon un récent rapport du Bureau International du Travail.

La corruption continue de régner en maître

“Il est difficile de justifier une coopération avec un gouvernement qui ne lutte pas fermement contre la corruption” déclarait au cours de l’année écoulée Gunter Nook, représentant personnel de la chancellerie allemande pour l’Afrique. Nous rapportons, à travers quelques témoignages de chefs d’entreprises ou de hautes personnalités qui président aux d e s t i n é e s Institutions de Bretton Woods représentées à Madagascar, que la corruption qui règne au niveau de la justice, notamment, constitue un frein majeur au développement du pays.

La corruption de l’administration explique que le pays, aux yeux de nombreux observateurs, soit classé “à risques très élevés”. Pour être totalement objectif, il convient de rappeler qu’il y a rarement phénomène de corruption sans corrupteurs. Plusieurs acteurs économiques appartiennent à cette catégorie et entretiennent des relations “troubles” avec l’administration. Ces comportements ont entraîné le pays, qui peine à atteindre les 10% du PIB en rentrées fiscales, dans l’extrême pauvreté avec des dommages collatéraux dont l’insécurité. Les corrupteurs ont rendu le pays tellement instable et dangereux que, nous le rappelons, bon nombre d’entre eux installent déjà leur famille à l’étranger. Ce n’est pas l’année 2018 qui devrait voir le grand balayage dont le pays a besoin pour le débarrasser de ses réseaux mafieux. Ceux-ci vont être largement mis à contribution pour financer les campagnes électorales (l’élection présidentielle, à l’heure où nous écrivons ces lignes, est toujours programmée en fin d’année) et, d’autre part, il va être urgent de ne pas provoquer de vagues et de laisser tout un chacun, électeur en puissance, profiter en toute impunité de ses privilèges ou autres rentes de situation.

La politique prend perpétuellement l’ascendant sur l’économie...

Pourquoi est-il illusoire de vouloir redresser la JIRAMA (entreprise d’État fournisseur d’eau et d’électricité) malgré les compétences et la bonne volonté de la nouvelle direction générale ? Tout simplement parce qu’il convient de faire bénéficier de “prix sociaux” une très large partie des consommateurs. Ainsi la JIRAMA vend en moyenne à la moitié de ses coûts de production. Aux industriels (pour tenter de compenser en petite partie ces pertes) on applique des tarifs exorbitants bien supérieurs à celui des particuliers : le monde à l’envers ! Privilégier la paix sociale (et ses électeurs) constitue la préoccupation quotidienne des dirigeants au détriment de toutes velléités de développement. L’État injecte ainsi un milliard d’Ariary par jour, en pure perte, dans les caisses de la JIRAMA incapable, malgré cette manne, de rénover ses installations. Tout cela, au lieu de construire des écoles ou d’alimenter en médicaments les Centres de Santé de Base (CSB): 45 enfants meurent chaque jour de maladies bénignes qui pourraient être aisément soignées si les CSB détenaient quelques médicaments de base. Pourquoi les jeunes, en particulier, ne se révoltent pas ? L’immense majorité d’entre eux n’a pas accès à des médias (ni même à l’électricité ou à l’eau potable d’ailleurs) et ignorent tout de l’État de délabrement du pays. Les autres, ces quelques pour cent qui surfent sur internet, ne veulent pas scier la branche à laquelle ils rêvent de s’agripper. A Madagascar, flirter avec la politique est souvent l’unique moyen de véritablement s’enrichir. Un jeune bien éduqué, formé et intègre, compte-tenu du poids familial n’a que peu de chances de sortir d’une misère relative selon un autre parcours. Pour en finir avec ce registre politique, il convient de signaler qu’une société civile, représentée par des jeunes, et moins jeunes, de grande qualité (souvent des femmes) pourrait prendre en main l’avenir du pays... si les querelles intestines ne prenaient systématiquement le pas sur l’intérêt collectif. A Madagascar, la jalousie n’est pas un vain mot.

... et empêche les réformes de fond

En se refusant à élargir l’assiette de l’impôt (par pure populisme), l’État ne peut alléger les taxes douanières ou autres impôts qui pèsent lourdement sur les sociétés formelles. Dans ce contexte de trop faible pression fiscale, les bailleurs (qui coprésident aux destinés du pays) ne peuvent donner leur aval à la création de nouvelles zones franches portuaires, par exemple, ou Zones d’Investissements Industriels. Ainsi, la Zone Economique Spéciale de Fort-Dauphin végète : les aménagements indispensables attendent toujours des financements ainsi que les premiers vrais investisseurs (ce n’est pas l’installation de l’association “SOS village d’enfants” qui va changer la donne économique). La politique prend le pas sur l’économie au grand dam des bailleurs internationaux qui repoussent aux calendes grecques leurs appuis massifs. En décembre 2016, à la suite d’une conférence des bailleurs à Paris qui avait fait grand bruit (on ne comptait plus les milliards d’US dollars qui allaient se déverser dans le pays), on pouvait s’attendre à quelques relances de projets parfois dans les cartons depuis le milieu des années 60 (tel le cas de grands barrages hydroélectriques). Tout cela a fait long feu. Les “conditionnalités” n’ont pu être respectées dont la remise en ordre des maisons JIRAMA, principalement, et Air Madagascar (même si pour la compagnie aérienne nationale, une solution s’esquisse).

L’instabilité politique de retour ?

Ces deux dernières années, tout un chacun pouvait se rassurer quant à l’avenir du pays au regard de la relative stabilité politique. Mais voilà qu’à la veille de grandes échéances électorales, celle-ci semble remise en question. Impossible d’écrire le scénario de l’année politique 2018. Madagascar s’ingéniant, bien souvent, à suivre des chemins inexpérimentés... Au-delà des luttes politiciennes, on ne peut malheureusement que constater la déliquescence de l’État. Les deux tiers de l’activité économique demeurent dans l’informel, échappant ainsi à tous contrôles. Le poids de l’informel et des trafics en tous genres paralyse une large partie de l’économie mais, là encore, la population concernée

est détentrice de bulletins de vote... Arrête-t-on une bande de malfrats que l'on retrouve à leur tête des gendarmes ou autres policiers (des centaines ont été rayés de la fonction publique au cours de l'année 2017). La force publique ainsi discréditée (ceux qui sont censés défendre la loi, la bafouent !) n'a plus les moyens d'assurer la sécurité. Avec les conséquences économiques évoquées plus haut (expatriation d'opérateurs). Il existe ce sentiment que le pouvoir central n'a plus guère les moyens de faire respecter les lois dans les provinces. On aimerait d'ailleurs qu'il puisse faire respecter la loi portant code de la route dans la capitale. Il est illusoire de vouloir assister à la lutte contre les importations illicites ou à de véritables contrôles "normes et qualité" dans ce contexte. L'État central a même, un temps, envisagé la légalisation des "dina" (accords villageois) ce qui démontre son impuissance à pouvoir asseoir son autorité sur l'ensemble du pays.

Dans ce "Far-West" au sein duquel il vaut mieux être en bon terme avec le shérif qu'en règle avec les lois, il demeure quelques filons à découvrir ou à exploiter. Vous comprendrez, néanmoins, que l'on puisse qualifier l'économie malgache formelle de "résiliente". Occulter les difficultés et s'en remettre à la méthode Coué ("ça ira mieux demain" se répète-t-on sans cesse) auront néanmoins leurs limites. Celles déjà atteintes par ceux qui ont commencé à fuir le pays. Malgré tout cela, en parcourant ce "Spécial Madagascar" vous noterez les belles réalisations qui ponctuent le pays à travers les propos de véritables chefs d'entreprises... des plus résilients.

Source : Mémento « Spécial Madagascar »

<http://www.agencepresse-oi.com/une-economie-resiliente/>